

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.552/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 25 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat", a donné le 31 octobre 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Considérant qu'une nouvelle carrière pour les services extérieurs de la Sûreté de l'État entrera en vigueur en 2006 ;

Considérant néanmoins qu'un certain nombre d'emplois de commissaires sont dès à présent à pourvoir dans les services extérieurs de la Sûreté de l'État et qu'il y a lieu de les remplir ;

Considérant qu'en même temps que l'instauration de la nouvelle carrière, une restructuration de l'organigramme des services extérieurs s'impose ; que cette restructuration demande que les postes encore vacants soient, autant que possible, comblés afin de pouvoir accompagner de manière optimale le processus de changement ; qu'il est nécessaire de passer à la réalisation de cette phase le plus rapidement possible ;

Considérant que le concours de promotion par avancement au grade de commissaire était organisé conformément aux dispositions réglant les concours de recrutement d'inspecteur et de commissaire ; que, dans la même logique, il convient que la sélection comparative d'accession au grade de commissaire soit organisée conformément aux dispositions relatives aux sélections comparatives d'inspecteur et de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'État ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une sélection comparative d'accession au grade de commissaire au sein de la Sûreté de l'État avant l'entrée en vigueur de la nouvelle carrière pour les services extérieurs de la Sûreté de l'État et que les démarches pour y procéder doivent être entamées avant cette échéance ;

Considérant que, pour ce faire, il convient d'adapter d'urgence l'article 37 de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut des services extérieurs de la Sûreté de l'État afin de se référer à l'article 17 introduit par l'arrêté royal du 19 février 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998 précité, qui a adapté la procédure de recrutement aux modalités de la sélection comparative instaurée dans le cadre de la modernisation de la fonction publique fédérale ;

Considérant qu'il y a lieu néanmoins de maintenir le principe de la dispense des épreuves réussies aux concours d'accession clôturés après le 24 décembre 1998, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998 fixant le programme et les modalités des épreuves du concours de promotion au grade de commissaire des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'État, abrogé implicitement par l'arrêté royal du 19 février 2003 précité."

.../...

Ainsi que la section de législation du Conseil d'État l'a rappelé dans plusieurs avis, pour qu'une demande d'avis dans un délai de cinq jours ouvrables soit recevable, le caractère urgent doit être spécialement motivé dans la demande d'avis, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État. La motivation adéquate de l'urgence constitue une condition de recevabilité de la demande d'avis. Pour que la motivation puisse être considérée comme adéquate, elle doit comporter suffisamment d'éléments pertinents et concrets indiquant que la réglementation en projet est à ce point urgente qu'il se justifie de recourir à la procédure d'urgence prévue à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ⁽¹⁾. Le défaut de motivation adéquate constitue un moyen d'annulation devant la section d'administration du Conseil d'État et une exception d'illégalité devant les cours et tribunaux, en application de l'article 159 de la Constitution ⁽²⁾.

En l'espèce, la demande d'avis énonce plusieurs motifs qui justifieraient l'urgence de modifier la procédure de promotion au grade de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'État.

L'un des motifs allégués est la nécessité d'attribuer, dès à présent, un certain nombre d'emplois de commissaire qui sont à pourvoir dans les services extérieurs de la Sûreté de l'État, ce qui impliquerait "d'adapter d'urgence l'article 37 de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut des services extérieurs de la Sûreté de l'État afin de se référer à l'article 17 introduit par l'arrêté royal du 19 février 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998, précité, qui a adapté la procédure de recrutement aux modalités de la sélection comparative instaurée dans le cadre de la modernisation de la fonction publique fédérale".

⁽¹⁾ Voir en ce sens l'avis 39.546/1, donné le 12 décembre 2005, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques".

⁽²⁾ Voir en ce sens l'avis 37.910/2, donné le 15 décembre 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 janvier 2005 modifiant l'arrêté royal n° 30 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles (Moniteur belge du 27 janvier 2005).

À cet égard, il y a lieu d'observer que l'actuel article 37 de l'arrêté royal du 22 août 1998 ⁽³⁾, tel que modifié par l'arrêté royal du 19 février 2003 ⁽⁴⁾, permet déjà d'effectuer une "sélection d'accession au niveau supérieur" ⁽⁵⁾ en vue d'une promotion au grade de commissaire. Cette disposition renvoie à l'article 17 du même arrêté royal, les articles 18 à 23 du même arrêté, auxquels renvoie également l'actuel article 37, ayant été abrogés par l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 février 2003, précité.

L'article 37 en projet ne diffère donc pas, sur le fond, de l'article 37 actuel. Comme en a d'ailleurs convenu la fonctionnaire déléguée, la modification qu'apporte le projet à l'article 37 procède essentiellement d'un toilettage de texte.

L'urgence invoquée n'est en conséquence pas suffisamment motivée en ce qui concerne l'article 1^{er} du projet et la demande d'avis n'est pas recevable pour cet article du projet.

*
* * *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

⁽³⁾ Arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État (Moniteur belge du 27 août 1998).

⁽⁴⁾ Arrêté royal du 19 février 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'État (Moniteur belge du 12 mars 2003).

⁽⁵⁾ Termes remplaçant celui de "concours" en vertu de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 19 février 2003, précité.

Examen du projet

Articles 2, 3 et 5

1. L'article 37bis, en projet, énonce en faveur de certains candidats, une dispense de participation à certaines épreuves de la sélection comparative d'accession au grade de commissaire.

Aux termes de la motivation de l'urgence, cette disposition trouve sa raison d'être dans la nécessité de "maintenir le principe de la dispense des épreuves réussies aux concours d'accession clôturés après le 24 décembre 1998, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998 fixant le programme et les modalités des épreuves du concours de promotion au grade de commissaire des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'État, abrogé implicitement par l'arrêté royal du 19 février 2003 précité".

Un tel système de dispense soulève plusieurs observations.

2. Le passage de la motivation reproduit ci-dessus annonce un système de dispense des épreuves réussies aux concours clôturés après le 24 décembre 1998, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998, précité ⁽⁶⁾, mais indique en même temps que cet arrêté ministériel a été abrogé implicitement par l'arrêté royal du 19 février 2003, précité, qui est entré en vigueur le 12 mars 2003.

L'article 3 de l'arrêté en projet abroge toutefois explicitement cet arrêté ministériel du 15 décembre 1998 avec effet au jour de la publication de l'arrêté projeté au Moniteur belge.

Dès lors que l'auteur du projet entend, par souci de sécurité juridique, abroger cet arrêté ministériel, il doit veiller à faire coïncider la date d'abrogation explicite avec celle de l'abrogation implicite qui est celle du 12 mars 2003.

⁽⁶⁾ Moniteur belge du 24 décembre 1998.

Il en résulte que la dispense qu'énonce l'article 37*bis*, en projet, ne peut concerner que les épreuves réussies aux concours d'accession clôturés entre le 24 décembre 1998 et le 12 mars 2003.

Or, l'ancienneté des épreuves réussies entre le 24 décembre 1998 et le 12 mars 2003 rend problématique leur prise en considération à des fins de dispense, les compétences et capacités requises des candidats pouvant avoir évolué dans le temps. Le système envisagé pourrait dès lors être contesté sous l'angle des principes d'égalité et de non-discrimination contenus dans les articles 10 et 11 de la Constitution.

Enfin, sous l'angle des principes découlant de la modernisation de la fonction publique fédérale, les concours d'accession clôturés avant le 12 mars 2003, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 19 février 2003, ne présentent pas les mêmes garanties que les concours organisés depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté royal ⁽⁷⁾.

L'auteur du projet doit, dès lors, être en mesure de justifier objectivement la différence de traitement qu'il instaure entre les candidats ayant réussi certaines épreuves entre le 24 décembre 1998 et le 12 mars 2003 et des candidats qui ne rempliraient pas les conditions de cette dispense.

Article 4

L'alinéa 1^{er} prévoit que pour la dispense énoncée par l'article 37*bis* (article 2 du projet), les épreuves prises en considération sont celles réussies aux concours de promotion au grade de commissaire clôturés après le 24 décembre 1998.

Aux termes de l'alinéa 2, cette dispense sortit ses effets "jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle carrière du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État".

⁽⁷⁾ Or, à cet égard, le premier considérant de l'arrêté royal du 19 février 2003 soulignait la nécessité "d'adapter les dispositions actuelles régissant le recrutement du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État aux principes ainsi qu'aux modalités de sélection instaurés dans le cadre de la modernisation de la fonction publique fédérale".

Dans un souci de sécurité juridique, il s'impose de prévoir une date déterminée quant à la cessation des effets de la dispense instaurée par l'article 37*bis*, en projet, la référence à la date d'entrée en vigueur incertaine d'une nouvelle carrière encore à l'état de projet ne pouvant offrir les garanties requises.

L'alinéa 2 de l'article 4 sera revu en conséquence.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.552/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 oktober 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat", heeft op 31 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Considérant qu'une nouvelle carrière pour les services extérieurs de la Sûreté de l'État entrera en vigueur en 2006;

Considérant néanmoins qu'un certain nombre d'emplois de commissaires sont dès à présent à pourvoir dans les services extérieurs de la Sûreté de l'État et qu'il y a lieu de les remplir;

Considérant qu'en même temps que l'instauration de la nouvelle carrière, une restructuration de l'organigramme des services extérieurs s'impose ; que cette restructuration demande que les postes encore vacants soient, autant que possible, comblés afin de pouvoir accompagner de manière optimale le processus de changement ; qu'il est nécessaire de passer à la réalisation de cette phase le plus rapidement possible;

Considérant que le concours de promotion par avancement au grade de commissaire était organisé conformément aux dispositions réglant les concours de recrutement d'inspecteur et de commissaire ; que, dans la même logique, il convient que la sélection comparative d'accession au grade de commissaire soit organisée conformément aux dispositions relatives aux sélections comparatives d'inspecteur et de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'État;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une sélection comparative d'accession au grade de commissaire au sein de la Sûreté de l'État avant l'entrée en vigueur de la nouvelle carrière pour les services extérieurs de la Sûreté de l'État et que les démarches pour y procéder doivent être entamées avant cette échéance;

Considérant que, pour ce faire, il convient d'adapter d'urgence l'article 37 de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut des services extérieurs de la Sûreté de l'État afin de se référer à l'article 17 introduit par l'arrêté royal du 19 février 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998 précité, qui a adapté la procédure de recrutement aux modalités de la sélection comparative instaurée dans le cadre de la modernisation de la fonction publique fédérale;

Considérant qu'il y a lieu néanmoins de maintenir le principe de la dispense des épreuves réussies aux concours d'accession clôturés après le 24 décembre 1998, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 15 décembre 1998 fixant le programme et les modalités des épreuves du concours de promotion au grade de commissaire des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'État, abrogé implicitement par l'arrêté royal du 19 février 2003 précité."

.../...

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds in verscheidene adviezen gesteld dat, wil een verzoek om advies te geven binnen een termijn van vijf werkdagen ontvankelijk zijn, het spoedeisende karakter in de adviesaanvraag, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, met bijzondere redenen moet worden omkleed. De deugdelijke motivering van het verzoek om spoedbehandeling is een vereiste voor de ontvankelijkheid van de adviesaanvraag. Opdat de motivering als deugdelijk kan worden beschouwd, dient deze voldoende concrete en pertinente gegevens te bevatten waaruit blijkt dat de ontworpen regeling dermate spoedeisend is dat een beroep dient te worden gedaan op de spoedprocedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ⁽¹⁾. De ontstentenis van een afdoende motivering vormt een middel tot nietigverklaring vóór de afdeling administratie van de Raad van State, en een exceptie van onwettigheid vóór de hoven en rechtbanken, overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet ⁽²⁾.

In casu worden in de adviesaanvraag verscheidene motieven vermeld waaruit zou moeten blijken dat de procedure voor bevordering tot de graad van commissaris bij de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat dringend moet worden gewijzigd.

Een van de aangevoerde motieven is de noodzaak nu reeds een zeker aantal betrekkingen van commissaris te verlenen die moeten worden vervuld in de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, waardoor "het dringend wenselijk (zou zijn) artikel 37 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van de buitendiensten van de Staat aan te passen teneinde te verwijzen naar artikel 17 ingevoerd door het koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot wijziging van het

⁽¹⁾ Zie in deze zin advies 39.546/1, gegeven op 12 december 2005 over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten".

⁽²⁾ Zie in deze zin advies 37.910/2, gegeven op 15 december 2004, over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 januari 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 30 van 29 december 1992 met betrekking tot de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde op de onroerende financieringshuur (Belgisch Staatsblad van 27 januari 2005).

voornoemd koninklijk besluit van 22 augustus 1998, dat de procedure van aanwerving heeft aangepast aan de nadere regels van de vergelijkende selectie ingesteld in het kader van de modernisering van de federale openbare dienst".

In dit verband dient te worden opgemerkt dat het huidige artikel 37 van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 ⁽³⁾, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 19 februari 2003 ⁽⁴⁾, nu reeds de mogelijkheid biedt een "selectie van toegang tot het hogere niveau" ⁽⁵⁾ te organiseren met het oog op een bevordering tot de graad van commissaris. In die bepaling wordt verwezen naar artikel 17 van hetzelfde koninklijk besluit, aangezien de artikelen 18 tot 23 van hetzelfde besluit, waarnaar het huidige artikel 37 eveneens verwijst, opgeheven zijn bij artikel 6, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 februari 2003.

Het ontworpen artikel 37 verschilt inhoudelijk dus niet van het huidige artikel 37. Zoals de gemachtigde ambtenaar overigens beaamd heeft, is de wijziging die bij het ontwerp in artikel 37 wordt aangebracht voornamelijk een aanpassing van de redactie ervan.

Voor het aangevoerde spoedeisende karakter is bijgevolg geen toereikende motivering gegeven wat artikel 1 van het ontwerp betreft en de adviesaanvraag is onontvankelijk voor dat artikel van het ontwerp.

*

* *

⁽³⁾ Koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (Belgisch Staatsblad van 27 augustus 1998).

⁽⁴⁾ Koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat (Belgisch Staatsblad van 12 maart 2003).

⁽⁵⁾ Termen die in de plaats komen van de woorden "vergelijkend examen" krachtens artikel 1, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 19 februari 2003.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Artikelen 2, 3 en 5

1. In het ontworpen artikel 37*bis* worden sommige gegadigden vrijgesteld van het afleggen van bepaalde tests van de vergelijkende selectie om tot commissaris te kunnen worden benoemd.

Luidens de motivering van de spoedeisendheid is de bestaansreden van die bepaling de noodzaak om "het principe (te behouden) van de vrijstelling van de proeven waarvoor men geslaagd is in de vergelijkende toegangsexamens afgesloten na 24 december 1998, datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit van 15 december 1998 tot vaststelling van het programma en de nadere regels van de proeven van het vergelijkend examen voor bevordering tot de graad van commissaris bij de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, impliciet opgeheven door voornoemd koninklijk besluit van 19 februari 2003".

Zulk een stelsel van vrijstelling geeft aanleiding tot verschillende opmerkingen.

.../...

2. De hierboven weergegeven passage uit de motivering biedt uitzicht op een stelsel van vrijstelling van de tests waarvoor gegadigden geslaagd zijn bij de vergelijkende examens afgesloten na 24 december 1998, de datum van inwerkingtreding van het voornoemde ministerieel besluit van 15 december 1998 ⁽⁶⁾, maar geeft tegelijkertijd aan dat dat ministerieel besluit impliciet is opgeheven bij het voornoemde koninklijk besluit van 19 februari 2003, dat op 12 maart 2003 in werking is getreden.

Artikel 3 van het ontworpen besluit heft dat ministerieel besluit van 15 december 1998 evenwel uitdrukkelijk op met ingang van de dag waarop het ontwerpbesluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

De steller van het ontwerp, die dat ministerieel besluit ter wille van de rechtszekerheid wil opheffen, moet ervoor zorgen dat de datum van uitdrukkelijke opheffing samenvalt met die van impliciete opheffing, namelijk 12 maart 2003.

Daaruit volgt dat de vrijstelling genoemd in het ontworpen artikel 37bis alleen kan gelden voor de tests waarvoor de gegadigden geslaagd zijn bij de overgangsexamens die afgesloten zijn tussen 24 december 1998 en 12 maart 2003.

Aangezien de tests waarvoor de gegadigden geslaagd zijn tussen 24 december 1998 en 12 maart 2003 oud zijn, kunnen ze bezwaarlijk in aanmerking worden genomen met het oog op vrijstelling; de bekwaamheden die van de gegadigden worden vereist en hun bevoegdheden kunnen immers in de loop van de tijd veranderd zijn. De geplande regeling zou bijgevolg aangevochten kunnen worden op basis van het gelijkheids- en het niet-discriminatiebeginsel vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Ten slotte bieden de vergelijkende overgangsexamens afgesloten vóór 12 maart 2003, de datum waarop het koninklijk besluit van 19 februari 2003 in werking is getreden, uit het oogpunt van de beginselen die volgen uit de modernisering van de

⁽⁶⁾ Belgisch Staatsblad van 24 december 1998.

federale overheidsdiensten, niet dezelfde waarborgen als de vergelijkende examens die georganiseerd zijn sedert de inwerkingtreding van dat koninklijk besluit ⁽⁷⁾.

De steller van het ontwerp moet dan ook in staat zijn het verschil in behandeling dat hij invoert tussen gegadigden die tussen 24 december 1998 en 12 maart 2003 geslaagd zijn voor bepaalde tests en gegadigden die niet aan de voorwaarden voor die vrijstelling voldoen, objectief te wettigen.

Artikel 4

In het eerste lid wordt bepaald dat de tests die in aanmerking worden genomen met het oog op de vrijstelling genoemd in artikel 37*bis* (artikel 2 van het ontwerp) die zijn waarvoor de gegadigden geslaagd zijn bij de vergelijkende examens voor bevordering tot commissaris afgesloten na 24 december 1998.

Luidens het tweede lid geldt die vrijstelling "tot aan de inwerkingtreding van de nieuwe loopbaan van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat".

Ter wille van de rechtszekerheid moet nauwkeurig worden bepaald op welke datum de vrijstelling ingevoerd bij het ontworpen artikel 37*bis* niet langer geldt, aangezien verwijzing naar de onzekere datum waarop een nieuwe loopbaan die nog in een ontwerpfase is in werking treedt, niet de vereiste waarborgen kan bieden.

Het tweede lid van artikel 4 moet dienovereenkomstig worden herzien.

⁽⁷⁾ Wat dat betreft wordt in de eerste overweging van het koninklijk besluit van 19 februari 2003 gewezen op de noodzaak "de huidige bepalingen die de aanwerving van personeel van de buitendiensten regelen aan te passen aan de beginselen en de selectiemodaliteiten die ingesteld werden in het kader van de modernisering van de federale openbare dienst".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouwen	P. LIÉNARDY, M. BAGUET,	staatsraden,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS